



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Ils-y-viennent-de-partout>

Ils y viennent, de partout !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1990 - N° 886 - février 1990 -

Date de mise en ligne : jeudi 2 avril 2009

Date de parution : février 1990

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

A tous ceux qui se lamentent à la pensée que nos thèses d'un revenu social versé à tous, également et sans relation avec un travail ou un emploi, ne sont pas convaincantes, la lecture des analyses que publie l'association européenne BIEN (*) offre amplement de quoi être réconfortés. Des ouvrages sont publiés partout dans le monde occidental sur le sujet. Notons en particulier :

Aux Pays-Bas : l'Union des travailleurs de l'alimentation, qui fait partie de la Confédération Générale hollandaise du travail, publie un nouveau pamphlet qui propose l'instauration d'un revenu garanti à tous au plan européen, et conclut qu'il est grand temps que les syndicats abandonnent leur position purement défensive.

Bill Jordan, de l'Université d'Exeter, publie un nouvel ouvrage dont le titre peut se traduire par "le Bien Commun. Citoyenneté, moralité et intérêt personnel" dans lequel il place l'allocation universelle comme la base d'un projet beaucoup plus vaste : la construction d'une société basée sur "l'intérêt commun des citoyens pour une bonne qualité de vie". Il souligne que le trait le plus caractéristique de la "nouvelle orthodoxie" est le fait qu'elle exclut une minorité grandissante de la population de tout partage de ce qui est l'un des biens les plus précieux du capitalisme moderne : un travail régulier à plein temps. Il conclut que seul un revenu de base pourrait, sans perte d'efficacité, réintégrer les exclus. Mais sa signification serait limitée s'il n'était pas aussi une façon de promouvoir une nouvelle moralité sociale basée sur l'association volontaire et une active coopération en vue du bien commun. La Commission de Justice de la Confédération des Supérieurs religieux, réunie à Dublin l'an dernier, note également que "les développements économiques actuels en Irlande produisent une importante sous-classe permanente qui ne cesse de croître" et que la distribution "d'un revenu de base garanti à tous est la façon la plus efficace de sortir de l'impasse actuelle. Une telle mesure rendrait les gens non plus mais moins dépendants, elle ne créerait pas l'injustice, mais au contraire la justice... Le seul problème que pose un revenu non gagné par un travail est que trop peu en ont". Leur conclusion se rapproche encore d'une autre de nos thèses : "Bien qu'impossible dans le passé, c'est possible maintenant, au moins si les possibilités de production de la robotique et des microprocesseurs ne sont qu'une fraction de ce qu'on prétend qu'elles sont"... "Le besoin essentiel maintenant, conclut le pamphlet, est d'une action en faveur d'un revenu de base garanti à tout le monde". Pour J. Mathews, en Australie, repensant les objectifs des mouvements des travailleurs pour les années 90, un revenu minimum garanti à tout le monde, conçu comme un droit en tant que citoyen, et non comme une forme d'assistance est le seul moyen pour éviter que les sociétés industrielles ne glissent, dans les dix ans qui viennent, dans un état dual entre travailleurs et sans emploi.

A suivre

(*) Basic Income European Network, dont nous avons beaucoup parlé déjà, surtout lors de sa création en septembre 86 et de sa seconde conférence en septembre 1988.